clamaient de la façon la plus véhémement les garanties fondamentales de la tranquillité et de l'ordre public ; or, ce qu'elle réclamait, elle sentit que la religion catholique le lui apportait très heureusement, de telle sorte qu'il fut manifeste que le dessein de rétablir la concorde entre l'Eglise et l'Etat était bien le dessein d'un homme d'Etat clairvoyant et soucieux du bien public.

C'est pourquoi, si d'autres raisons manquaient, les mêmes motifs qui alors poussèrent à entreprendre cette pacification devraient aujourd'hui pousser à la conserver. Car c'est une pensée déraisonnable et pleine de périls au milieu des passions excitées de toutes parts pour les nouveautés dangereuses, en présence d'une si grande incertitude de l'avenir, de jeter de nouvelles semences de discordes entre l'une et l'autre puissance, et, par des obstacles interposés, d'empêcher ou de retarder l'action bienfaisante de l'Eglise.

Et cependant Nous voyons, non sans inquiétude et sans douleur, des périls de ce genre surgir à l'heure présente ; car certaines choses en opposition avec le bon état de l'Eglise ont été faites ou se font, après que des esprits hostiles ont eu excité la défiance et la haine contre les institutions catholiques et se sont plu à les représenter comme ennemis de l'Etat. Nos inquiétudes et Nos soucis ne sont pas moins vivement provoqués par les desseins de ceux qui dans le but de séparer les intérêts de l'Eglise et de l'Etat, voudraient rompre plus ou moins promptement le pacte salulaire conclu avec le Siège Apostolique.

Dans ces conjonctures, Nous n'avons rien négligé de ce que les temps semblaient demander. Nous avons donné l'ordre à Notre Nonce apostolique, chaque fois qu'il nous a paru nécessaire, d'adresser des représentations, que ceux qui régissent l'Etat ont déclaré recevoir avec un esprit disposé à tout ce qui serait juste.

D'autre part, lorsque fut portée la loi qui supprimait les Congrégations religieuses, Nous fîmes connaître Nos sentiments dans une lettre adressée à Notre cher Fils, le cardinal de la S. E. R., archevêque de Paris. De même, dans une lettre du mois de juin de l'année dernière, adressée au Président de la République, Nous Nous sommes plaint d'autres actes qui sont nuisibles au salut des âmes et qui blessent les droits de l'Eglise. Nous avons agi de la sorte parce que la sainteté et la grandeur de Notre charge apostolique le demandaient et parce que Nous désirons vivement que les Français conservent avec une pieuse et inviolable fidélité la religion qu'ils ont reçue de leurs ancêtres et de leurs pères. De la même façon, avec la même fermeté et la même constance, Nous ne cesserons jamais de défendre les intérêts catholiques de la France.

Dans l'accomplissement de ce juste et rigoureux devoir, vous avez tous été, Vénérables Frères, nos vaillants auxiliaires. En effet, réduits à déplorer le sort des Congrégations religieuses, vous avez fait néanmoins tout ce qui vous était possible pour ne pas laisser sans défense ceux qui n'avaient pas moins bien mérité de la société civile que de l'Eglise. A l'heure présente, autant que le